

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

### Abonnements pour l'année 1874 :

#### En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

### L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

### Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Flôquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 18 JANVIER 1874.

### Le remède à la crise.

Contre la baisse des prix de main-d'œuvre que les patrons ont voulu leur imposer, les ouvriers monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds ont protesté par la grève. Ils ont dit avec raison : « Parce que l'ouvrage est rare en ce moment, ce n'est pas un motif pour diminuer les salaires. Tout au contraire, puisque l'ouvrier travaille peu, au moins faut-il que son travail soit rétribué à un taux convenable. »

Nous espérons que la résistance des monteurs de boîtes sera couronnée de succès. Mais nous devons faire remarquer que la grève, même victorieuse, est un moyen absolument insuffisant de remédier à la crise.

La grève, en effet, peut maintenir les salaires ou même les faire hausser; mais elle ne peut pas ramener du travail aux ateliers qui chôment. Et à quoi aura-t-il servi d'élever les salaires si le travail venait à cesser complètement ?

La cause de la crise, c'est-à-dire du ralentissement dans la fabrication des montres, ne doit pas être cherchée dans des faits locaux; les fluctuations de l'industrie horlogère dépendent d'événements qui semblent hors de notre portée; ainsi, dans les circonstances actuelles, c'est la perturbation financière survenue dans l'Amérique du Nord qui fait sentir son contre-coup dans nos cités industrielles.

Des événements de ce genre, disons-nous, semblent hors de notre portée. Mais est-ce une raison pour se résigner à subir éternellement ces crises, qui tombent comme un coup de foudre sur l'ouvrier et lui enlèvent son pain quotidien, sans essayer d'y porter remède? Des hommes intelligents doivent-ils accepter une situation semblable?

Non, il faut que les ouvriers se réveillent, et qu'en présence de leurs intérêts si odieusement

foulés aux pieds par la classe privilégiée, ils étudient la question et y cherchent une solution. Cette solution, ils l'auront bien vite trouvée, s'ils veulent se donner la peine d'ouvrir les yeux.

Il n'y en a qu'une, et elle est très simple. Puisque les tripotages de la bourgeoisie capitaliste de New-York atteignent directement les ouvriers de notre pays, il faut que les ouvriers du Jura se mettent en mesure de résister non-seulement à la bourgeoisie suisse, mais à la bourgeoisie américaine, et en général à celle du monde entier, en s'alliant aux ouvriers du monde entier. Car nous en avons la preuve par ce qui arrive chez nous : les méfaits des exploiters dans un pays ne portent pas préjudice seulement à la classe ouvrière de ce pays-là, mais à celle de pays qui sont à l'autre bout du monde.

Ainsi, la résistance à la bourgeoisie ne doit pas être seulement locale, car alors elle ne peut produire aucun résultat efficace : elle doit devenir universelle, internationale. Il faut que les ouvriers de la Chaux-de-Fonds deviennent les alliés des ouvriers de New-York, des ouvriers de tous les pays civilisés : il faut qu'ils solidarisent leurs intérêts et qu'ils s'entraident tous dans la lutte contre l'exploitation. Et qu'on ne traite pas d'utopie la mise en pratique de cette idée! Ne voyons-nous pas en ce moment même les ouvriers de New-York engager la lutte contre la bourgeoisie américaine, au nom des mêmes principes que nous? Les intérêts des ouvriers américains ne sont-ils pas les mêmes que ceux des ouvriers suisses? Et ce pacte universel de solidarité dont nous parlons, n'en voyons-nous pas déjà un commencement d'exécution ?

Oui, il faut le reconnaître; le seul moyen pour assurer le succès des revendications ouvrières, c'est de généraliser la lutte, c'est d'opposer à la ligue universelle du capital la ligue universelle du travail. Et notre but, une fois cette ligue organisée, ne doit pas être d'apporter seulement quelques

soulagements aux maux actuels; il faut, si nous voulons en finir une fois pour toutes avec les crises, les baisses de prix, les grèves et la misère, en venir au grand, au seul remède : l'abolition complète du patronat, la remise aux-mains des ouvriers de tous les instruments de travail, — ce qui signifie la révolution sociale.

Le *Progrès* de Delémont, journal radical, a reproduit quelques passages de l'article du *Bulletin* sur la crise; il cite entr'autres cette phrase : « Si les salaires ont augmenté dans quelques branches, qui ont su s'organiser en sociétés de résistance, ce n'est pas la règle générale. »

Quelle conclusion pensez-vous que le *Progrès* va tirer de là? Qu'il faut introduire dans toutes les professions les sociétés de résistance, puisque celles-ci ont eu pour résultat de faire augmenter les salaires dans les branches qui ont su en créer? Ah! bien oui, ce serait du socialisme, cela! Le *Progrès* indique aux ouvriers un moyen bien meilleur de parer à la crise : c'est d'organiser des sociétés... de secours mutuels et de consommation!

Si les monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds, au lieu d'avoir une caisse de résistance, ne possédaient qu'un fonds de secours mutuels ou un magasin de consommation, ils seraient dans de jolis draps maintenant!

Nous n'avons pas encore parlé d'un journal qui a paru à Genève vers la fin de l'année dernière sous le titre de *l'Union des travailleurs*, et dont nous ne connaissons que deux numéros. Si nous n'avons pas mentionné cette nouvelle manœuvre des ennemis de l'Internationale, c'est que nous y avons attaché si peu d'importance, que nous n'avons pas cru nécessaire de la dénoncer.

Mais comme un certain nombre de nos amis nous ont écrit à ce sujet en nous demandant des éclaircissements, nous dirons à ceux que cela peut intéresser que *l'Union des travailleurs* est tout simplement l'organe de M. Jules Nostag, journaliste parisien, celui-là même qui a envoyé à la *Liberté* de Paris, à propos du dernier Congrès général de l'Internationale, les correspondances malpropres que l'on sait.

Le comité central du *Schweizerischer Arbeiterbund* a entrepris un travail de statistique sur les salaires et les heures de travail en Suisse. Des formulaires ont été envoyés par ses soins aux sociétés ouvrières, et divers membres de la Fédération jurassienne en ont reçu. Comme il s'agit d'une œuvre utile et que notre concours est assuré à tous ceux qui veulent travailler sérieusement à faire du socialisme pratique, nous ne pouvons qu'engager nos amis à coopérer dans la mesure de leurs forces à l'entreprise statistique essayée par le *Schweizerischer Arbeiterbund*.

## Nouvelles de l'Extérieur.

### Allemagne.

La *Schlesische Volkszeitung*, journal ultramontain, donne les détails suivants sur l'incroyable degré de corruption auquel sont arrivées certaines classes à Vienne :

« Les premières victimes de la spéculation vont en entraîner d'autres avec elles; ainsi on répand le bruit que le banquier Ofenheim est décidé à ne pas tomber seul. On lui avait promis protection, mais on ne lui a pas tenu parole, et il veut se venger. Parmi ceux qui doivent tomber encore, on cite entr'autres un journal bien connu, la *Neue Freie Presse*. Son directeur, le Dr Etienne, était au fait de beaucoup de manœuvres frauduleuses, et il a extorqué à nombre de gens des sommes considérables en les menaçant de publier leurs faits et gestes dans son journal. Ofenheim va maintenant parler et dira le chiffre de la somme qui lui a été extorquée de la sorte. Le prince Sapiaha et M. Giskra (ci-devant ministre) sont aussi compromis dans cette affaire. Des sommités du parlement et de la finance vont tomber à leur tour. Le directeur-général de l'*Elisabeth Westbahn*, Kaissler, a reçu du ministre du commerce l'invitation de donner sa démission. Peu de personnes à Vienne en connaissent le motif : il s'agit d'un détournement d'intérêts qui s'est pratiqué pendant de longues années, et qui a été révélé par la *Gazette de Silésie*. Le ministre du commerce voudrait se contenter de remplacer les fonctionnaires compromis; mais il ne réussira pas à étouffer l'affaire; et les hauts et puissants seigneurs du Conseil d'administration de la *Westbahn* iront en police correctionnelle. »

Voilà donc un des principaux organes du libéralisme bourgeois en Europe, la *Neue Freie Presse*, qui se trouve avoir pratiqué le plus vulgaire chantage, et s'être fait le complice de la haute pègre de Vienne. Et tous ces voleurs dont la liste s'accroît tous les jours, ce sont des barons, des chevaliers, des comtes, des ducs, des princes. Autrefois, quand on parlait de voleurs, on pensait involontairement aux classes inférieures de la société; à présent, c'est tout le contraire. C'est un signe des temps!

### France.

On lit dans le *Français*, organe officieux du ministère :

« La misère a fait, depuis quelques jours, plus d'une victime. »

« Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, on signale plus de dix cas de mort subite, causés par la faim. »

« Hier encore, on ramassait, rue Jean-Jacques-Rousseau, en face l'hôtel de la poste, un porteur de journaux, nommé Fringit, qui venait de s'affaisser pour ne plus se relever. »

*Plus de dix cas de mort subite causés par la faim, à Paris, en moins de quinze jours! Et c'est l'organe du gouvernement qui le dit!*

Allons, il faudra décidément en venir aux grands moyens : les belles dames et les gandins ne sauraient tarder davantage à organiser des bals de bienfaisance. La bourgeoisie dansera au profit des prolétaires qui crèvent de faim. Cet acte de charité chrétienne est seul capable de sauver la situation.

### Espagne.

La dictature grotesque de Castelar, ce républicain qui a montré tant de zèle à faire fusiller les socialistes, est tombée sous le mépris universel; elle est remplacée par une autre dictature aussi brutale, aussi despotique, mais qui du moins ne prétend pas se couvrir du masque de la liberté.

Les républicains espagnols ont montré, à leur passage au pouvoir, de quelle façon ils comprennent la liberté, la fraternité et l'égalité; leur gouvernement a été plus odieusement tyrannique que celui de n'importe quel autre parti bourgeois. Eux qui parlaient tant jadis de la liberté de la presse, ils ont bâillonné la presse; eux qui proclamaient si haut l'inviolabilité des droits individuels, ils ont rempli les prisons de détenus politiques, ils ont fusillé sans jugement les ouvriers qui avaient pris au mot la maxime républicaine, que « lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est le plus saint des devoirs. » Eux qui avaient tant déclamé contre la conscription, ils ont appliqué la conscription avec plus de sévérité qu'aucun des gouvernements précédents; eux qui criaient au scandale devant les tripotages financiers des monarchistes, ils ont tripoté autant et plus qu'eux.

L'essai de la république bourgeoise est terminé, elle est jugée; les ouvriers espagnols ne s'y laisseront plus prendre.

Le coup d'Etat du 3 janvier a provoqué des insurrections dans diverses provinces; Barcelone, en particulier, s'est soulevée depuis le 8 janvier, et le télégraphe prétend que c'est l'Internationale qui dirige le mouvement. Nous savons le peu de confiance qu'il faut accorder aux renseignements du télégraphe; et, en tout cas, nous pouvons affirmer que les internationaux de Barcelone, s'ils ont pris les armes, ne l'auront pas fait pour défendre le gouvernement déchu contre le gouvernement nouveau, mais pour tenter de réaliser le programme politique et social de l'Internationale: la libre fédération des communes, fondée sur la propriété collective.

Carthagène a été abandonnée par les intransigents, qui se sont sauvés en Algérie à bord d'une frégate.

### Italie.

Bologne, le 12 janvier (Correspond. particul. du *Bulletin*). — Voici quelques détails sur la situation de l'Internationale en Italie:

*Romagne.* La Romagne aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était il y a deux ans. Et si Mazzini, en faisant particulièrement allusion à l'état de choses en Romagne, pouvait dire alors: « l'Internationale en Italie est moins qu'une ombre, c'est l'ombre d'une ombre »; c'est nous qui pourrions dire maintenant du parti républicain ce que Mazzini disait de l'Internationale.

La fédération provinciale de la Romagne se développe d'une façon satisfaisante sur les ruines des associations républicaines; et bien que les meilleurs éléments, dans la jeunesse de ces provinces que le gouvernement persécute d'une façon toute particulière, se voient condamnés à l'*admonition*(1) ou au ban-

(1) *L'admonition* consiste en un internement dans la ville bâillonnée par celui auquel la mesure s'applique avec défense d'en sortir sans la permission de la police.

nissement, la révolution peut toujours compter sur le vieux peuple romagnol.

Très prochainement reparaitra à Ravenne le journal le *Romagnol*, qui, sans être l'organe officiel d'aucune association, défendra à outrance l'Internationale et les idées révolutionnaires.

La fédération romagnole compte 3 fortes fédérations locales et plus de 20 sections mixtes d'ouvriers tant des villes que de la campagne.

*Marches et Ombrie.* La fédération provinciale des Marches et de l'Ombrie se compose de 6 fédérations locales et de plus de 20 sections mixtes d'ouvriers des villes et de la campagne. L'emprionnement des compagnons Bagnolesi, Maiotti, Borghetti, qui comptent parmi les membres les plus actifs, n'a point paralysé l'énergie révolutionnaire de ces ouvriers, elle n'a fait que l'enflammer davantage.

(La fin au numéro prochain.)

### Fédération jurassienne.

*Chaux-de-Fonds. Grève des monteurs de boîtes.* La grève continue, soutenue par l'appui moral de la population. Sur 328 boitiers, environs 90 travaillent dans les ateliers qui n'ont pas aboli l'ancien tarif, et une quarantaine ont quitté la localité. Les sociétés ouvrières de la Chaux-de-Fonds ont toutes offert de l'argent au grévistes. Le bon droit des ouvriers est si évident, que le *National suisse* lui-même, organe de la bourgeoisie radicale, a pris leur parti. Il est vrai que les bons offices du *National* ne sont pas entièrement désintéressés: les élections générales de mai approchent, et il est de bonne politique de ménager les ouvriers... jusqu'au moment où on n'aura plus besoin de leurs votes.

Un certain M. Dubois-Huguenin, jadis cafetier au Locle, maintenant courtier à la Chaux-de-Fonds, a envoyé au *National*, à propos de la grève, une épître destinée à prouver que les ouvriers ont tort, et que les patrons ont raison; que les ouvriers sont heureux et que les patrons sont malheureux; que les patrons ne sont pas en état de supporter des sacrifices pendant la crise, et que c'est aux ouvriers à s'en imposer pour sauver l'industrie nationale. Ce M. Dubois-Huguenin, qui chante assez joliment la gaudriole, dit-on, mais qui s'entend à la science sociale comme un âne à jouer de la flûte, se croit appelé à donner son avis toutes les fois qu'une question quelconque préoccupe l'opinion publique; on voit alors invariablement s'étaler dans le *National*, sous la signature *Adolphe Dubois-Huguenin*, une tartine magistrale, dans le goût de celles dont le fameux économiste H. Dameth (ex-phalanstérien) favorise de temps en temps le *Journal de Genève*, avec cette différence pourtant, que M. Dameth écrit en français grammatical.

La thèse que soutient l'économiste du *National* peut se résumer ainsi: « Les patrons monteurs de boîtes d'or ont, en temps de crise, autant de frais généraux à supporter qu'en temps de prospérité; et, comme on travaille moins, ces frais généraux ne sont pas couverts. Il est donc juste, pour que les patrons puissent couvrir leurs frais généraux et réaliser leurs bénéfices, que les ouvriers acceptent pendant la crise une réduction de salaires. »

En réponse à cette belle argumentation, quelques ouvriers ont envoyé au *National* une lettre dont nous transcrivons les passages suivants :

« Non, nous ne croyons pas qu'il soit bien, qu'il soit juste, qu'il soit généreux de faire supporter à l'ouvrier toutes les conséquences de la crise. N'est-il pas assez malheureux de n'avoir que trois jours de travail et même moins, par semaine? On veut alors que, gagnant moins, parce qu'il est moins occupé, il soit encore moins rétribué? Il serait donc atteint de deux côtés à la fois? Non content de la blessure que la crise lui a causée, on lui en fait une seconde! Saignerait-il de tous les côtés à la fois? L'ouvrier ne peut accepter cela.

» En définitive, l'ouvrier n'a-t-il pas, lui aussi, ses *frais généraux* qui ne peuvent supporter de réduction? Diminue-t-on son loyer en temps de crise! Lui faut-il moins de combustible pour se garantir du froid? Lui donne-on la viande à moitié prix? Ses enfants mangent-ils moins de pain? Voilà aussi des *frais généraux*, de terribles *frais généraux* qu'il serait juste de mettre en ligne de compte et de prendre en considération, et pour lesquels il serait beau, de la part de M. Dubois-Huguenin, de s'apitoyer aussi un peu. »

On sait les clameurs que pousse la bourgeoisie lorsque des ouvriers en grève essaient d'empêcher des collègues d'aller travailler dans les ateliers qu'ils ont abandonnés. Les bons journaux crient alors que la *liberté du travail* est violée! La police intervient; quelquefois même on fait occuper la ville par un bataillon, comme à Lausanne en 1869.

Cependant MM. les bourgeois ne se privent pas d'user précisément du même moyen, quand leurs intérêts sont en jeu. Adieu alors la *liberté du travail*; il ne s'agit plus pour eux que de sauvegarder la *liberté de l'exploitation*.

C'est ainsi que MM. les patrons monteurs de boîtes d'or de la Chaux-de-Fonds ont envoyé la circulaire ci-dessous aux patrons des autres localités :

« Messieurs,

« Les ouvriers monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds viennent de se mettre en grève.

« La société des patrons monteurs de boîtes vous prie, messieurs, sous offre de bonne réciprocité, de ne pas accepter pour le moment dans vos ateliers les ouvriers sortant de notre localité.

« Nous vous saluons, messieurs et chers collègues, bien cordialement.

« Au nom de la société des patrons monteurs de boîtes :

« *Le Secrétaire,*

*Le président,*

« C. VILLARS-ROBERT.

CHALLANDES. »

Nous avons entre les mains un exemplaire original de cette circulaire, avec les signatures authentiques du président et du secrétaire.

Un compagnon nous envoie le dialogue suivant, recueilli dans un compartiment de chemin de fer, entre la Chaux-de-Fonds et le Locle.

Deux dames causent ensemble. L'une appartient à la classe aisée, l'autre à la classe qui cherche à singer la classe aisée.

*Première dame.* Voilà donc ces monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds qui font grève, comme si on n'avait pas déjà assez de la crise!

*Seconde dame.* Eh bien oui! c'est encore un prétexte pour aller boire.

*Première dame.* C'est sûr, ces gens-là n'aiment qu'à faire la noce.

*Seconde dame.* Ce sont des fainéants, ils voudraient que les patrons les entretiennent à ne rien faire. Ils se plaignent qu'on leur baisse les prix; eh bien, ne peuvent-ils pas travailler quelques heures de plus par semaine! ça leur fera la différence.

*Première dame.* A propos, madame, pour quelle maison votre mari travaille-t-il?

*Seconde dame.* Il travaille pour chez M. X. Ah, voilà une bonne maison! ce sont des gens tout-à-fait riches! Figurez-vous que j'ai voulu y aller une fois un dimanche matin à onze heures, et qu'on m'a dit que monsieur n'était pas encore levé: il paraît que tous les dimanches il reste au lit jusqu'à onze heures et demie avec madame, et qu'ils ne se lèvent que juste pour dîner.

*Première dame (avec admiration).* Je crois bien, que ça doit être des gens riches!...

*Une voix, dans un coin.* C'est pas ces fainéants d'ouvriers monteurs de boîtes qui pourraient faire comme ça la grasse matinée!

Toutes les sections de la fédération des ouvriers monteurs de boîtes en or ont approuvé la grève de la Chaux-de-Fonds, et enverront à leur collègues de cette localité tout l'argent qu'elles ont en caisse. En outre, elles ont décidé de verser pendant la grève des cotisations supplémentaires.

Qui donc avait prétendu qu'à Neuchâtel les classes riches ne savent et ne veulent rien faire pour le soulagement de la classe pauvre? que nos gros bonnets ne s'intéressent ni de près ni de loin à la prospérité publique? Quelle calomnie!

Ils viennent au contraire de se signaler par une création qui ne saurait manquer de leur valoir la reconnaissance de tous ceux qui désirent le bien-être de nos populations. En ce moment plein d'angoisses, où notre industrie traverse une crise, où l'ouvrier se demande avec détresse comment il nourrira sa famille, ils se sont réunis, ces messieurs, les rouges et les blancs, sans distinction de parti, et ils ont fondé une Société... pour l'embellissement de la ville de Neuchâtel et des environs!!

Le programme de la nouvelle Société s'exprime ainsi :

« Sera membre de la Société toute personne souscrivant pour 2 fr. par an au minimum; chaque année, en assemblée générale, les sociétaires décideront, suivant les besoins et les ressources, des travaux à exécuter ou à encourager: sentiers dans la forêt, points de vue à ménager, ombrages à créer, bancs, fontaines, indicateurs à poser ou à entretenir, plantations à faire, décorations de places publiques à proposer; le tout en comptant sur le bienveillant concours des autorités locales. »

Ils prennent bien leur temps, ces messieurs qui se proposent de développer chez les habitants de Neuchâtel le sentiment esthétique! C'est ça qui va joliment mettre du beurre dans nos épinards!